



**AVIS DE RECRUTEMENT DE DEUX (2) CONSULTANTS NATIONAUX CHARGÉS DE  
L'ETUDE ET DE LA FORMATION SUR LES RISQUES SEXOSPECIFIQUES LIES A  
L'EXTREMISME VIOLENT**

007/TCD/05/2019/IC

14/05/2019

- 
- Pays :** Tchad
- Projet :** Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun
- Lieu de travail :** N'Djaména et province de Hadjer Lamis/Tchad
- Titre des postes :** Deux (2) Consultants Nationaux pour la réalisation de l'étude et la formation sur les risques sexospécifiques liés à l'extrémisme violent dans 5 communautés cibles de la province de Hadjer Lamis
- Type de contrat :** Contrat Individuel [les soumissions de bureau d'étude et le recrutement des collaborateurs ne sont pas autorisés]
- Langue de travail :** Français, la possession de l'Anglais est un atout
- Durée de la mission :** 30 jours de travail effectifs sur une période d'un mois
- Date cible de début de la mission :** 15 juillet 2019

---

Les Termes de Références (TDR) complets sont à télécharger sur le site le <http://procurement-notices.undp.org/search.cfm>. Dans la case « country office », indiquer « CHAD »

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (technique et financière) de service par courriel en fichiers séparés via l'adresse [procurement.td@undp.org](mailto:procurement.td@undp.org) au plus tard le mercredi 03 juillet 2019 à 12 heures précises, heure de N'Djaména, en indiquant la référence **N° 007/TCD/05/2019/IC**. (Si cette référence n'est pas indiquée en **objet de votre mail**, votre offre ne peut être considérée).

Toute demande de clarification doit être envoyée par écrit ou par email à l'adresse suivante : [faq.td@undp.org](mailto:faq.td@undp.org). L'unité compétente répondra par écrit ou par e-mail, et enverra à tous les soumissionnaires les copies des réponses écrites avec toutes les clarifications nécessaires sans mentionner l'auteur de la question.

## 1. CONTEXTE

Près de quinze millions de civils ont été touchés par l'insurrection de Boko Haram et les opérations militaires qui en ont résulté dans les pays du bassin du lac Tchad depuis 2009. La violence a provoqué des dégâts considérables, estimés notamment à 27 000 morts, plus de 2,4 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, 2 000 personnes disparues, etc. C'est ainsi que la mobilisation du soutien matériel pour la mise en œuvre des opérations d'urgences humanitaires et des interventions devant combattre l'extrémisme violent et restaurer un environnement favorable sont entre autres quelques challenges majeurs.

Le Tchad, tout comme les pays voisins du bassin du Lac Tchad a fait l'expérience de raids fréquents, d'attentats suicides et d'incursions de Boko Haram (BH) entraînant des conséquences similaires dans les pays affectés. De nombreuses victimes se sont déplacées et font face à une réduction des échanges, à une détérioration de la cohésion sociale, à une pression sur les services sociaux et des ressources limitées et au risque de radicalisation de la jeunesse, y compris l'enrôlement des enfants dans ces groupes terroristes.

Le conflit a également entraîné un recul du commerce transfrontalier, il continue d'affecter des ressources et des services sociaux déjà insuffisants, et, la radicalisation d'un grand nombre de jeunes dont les jeunes filles, et qui constitue entre autres des menaces qui détruisent la cohésion sociale, qui était pourtant profondément enracinée dans la région du bassin du Lac Tchad.

Toutes les zones frontalières, telles que la région du Hadjer-Lamis, le sud de la région du lac Tchad et le département du Logone et Chari sont extrêmement vulnérables.

Une étude des perceptions<sup>1</sup> montre que, les jeunes vivant dans le département du Logone et Chari (au Cameroun) croient que les facteurs de motivation pour rejoindre un mouvement extrémiste violent sont les croyances/la religion (31 %), le manque de perspectives (30 %), l'influence du clan/de la famille (16 %) ou celle des amis (10 %).

Cette étude met aussi en évidence ce qui incite à rester au sein du mouvement Boko Haram : de meilleures conditions de vie (32 %), l'idéologie (21 %), l'argent (20 %) et les promesses de changement (16 %).

Les faits constatés avec les agissements de Boko Haram ainsi que le rapport produit par le PNUD sur l'Extrémisme violent en Afrique démontrent que la problématique de l'égalité de genre est au cœur de la lutte contre ce fléau.

Cette crise concerne les filles et les femmes non seulement en tant que victimes mais aussi en tant qu'actrices, parmi lesquelles des kamikazes. En 2017 seulement, 42,24% des auteurs d'attentats suicides étaient des femmes et des filles parmi les 88 kamikazes identifiés, explosés ou désactivés. Comparativement, 35,2% des kamikazes étaient des hommes et des garçons. Les hommes et les jeunes garçons sont généralement des acteurs quand il s'agit d'incursions dans les villages, de pillage de biens, d'attaques de ravitaillement, d'affrontements avec la police, d'enlèvements de personnes ...

C'est dans ce cadre que le PNUD recherche deux consultants nationaux pour mener une étude sur la perception des risques sexospécifiques liés à l'extrémisme violent dans ses zones cibles de

---

<sup>1</sup> Etude socio anthropologique : conflits et mécanismes de résolution des crises, commanditée par le PNUD et l'UNESCO dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun en 2016.

la province de Hadjer Lamis. Les consultants utiliseront les résultats de cette étude pour immédiatement contribuer à la paix communautaire en formant les structures de paix communautaires aux risques sexospécifiques de l'extrémisme violent.

## **2. OBJECTIF DE L'ETUDE**

L'objectif général est de mener une étude sur les risques sexospécifiques liés à l'extrémisme violent et contribuer à la paix communautaire en formant les structures de paix communautaires aux risques sexospécifiques dans les localités de **Mani centre, Mani Kossam, Mahada, Guitté, Mitériné.**

## **3. MISSION DES CONSULTANTS ET CONSISTANCE DE L'EXPERTISE.**

- a) Les consultants, dans le cadre de cette étude, doivent mener des enquêtes auprès d'un échantillon représentatif de la population des villages concernées, un échantillon des filles et femmes et un échantillon des villages voisins (transfrontaliers).
- b) Les consultants, après la réalisation de l'étude, vont se servir des informations et données recueillies pour former les structures de paix communautaires aux aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent dans les localités de **Mani centre, Mani Kossam, Mahada, Guitté, Mitériné.**

## **4. MÉTHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA MISSION**

Sous la supervision directe du Coordonnateur des projets du portefeuille stabilisation les prestations des consultants couvriront le champ de travail défini précédemment.

Les consultants utiliseront :

- 1) Une méthodologie de travail mettant en relief les aspects à la fois qualitatifs (focus groups) et quantitatifs (enquête de terrain par questionnaire) dans la préparation et la mise en œuvre de l'étude ;
- 2) Un groupe représentatif (pour le focus group) et échantillon (pour l'enquête de terrain) correspondant : i) à la population cible (Arabes, Chrétiens et autres) dans l'ensemble de ses composantes, en prenant en considération ses caractéristiques socio-économiques, culturelles, linguistiques, en observant un respect scrupuleux de la parité genre ;
- 3) Une analyse sur les aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent assortie de recommandations ;
- 4) Proposera des modules de formation des structures de paix communautaires sur les aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent.

L'étude portera principalement sur : i) une enquête de perception auprès d'un échantillon représentatif de la population cible ; ii) une enquête de perception auprès d'une population témoin constituée des administrateurs et chefs traditionnels locaux ; et iii) une enquête de perception contradictoire auprès d'un échantillon des forces de sécurité.

Elle sera réalisée en trois phases.

### ***Phase I : Préparation et formulation***

Les consultants doivent présenter un rapport succinct en précisant les éléments suivants :

- 1) Analyse et commentaire des présents TDRs;
- 2) Présentation des outils de collecte des données et des enquêtes à mener ;

- 3) Présentation des méthodes et modalités de collecte des données ;
- 4) Compte-rendu du/des focus groups organisé(s) ;
- 5) Proposition d'un questionnaire conforme et fidèle, dans sa formulation, aux spécificités de la cible identifiée (femmes, enfants etc...).

### ***Phase II – Enquête et entretiens***

Partant de la description et de l'analyse des enjeux, les consultants sont appelés à mener des enquêtes auprès des femmes, des enfants/adolescent(e)s, des hommes des associations locales, des autorités et leaders dans les localités ciblées et les éléments de force de défense et de sécurité, et établir un diagnostic sur leur perception des risques de radicalisation liés au sexe, leurs connaissances sur la thématique ainsi que des droits (respect) des humains.

A l'issue de cette étape, le consultant devra traiter les données collectées, les analyser et présenter une synthèse des résultats, pour faire ressortir l'analyse des éléments de perceptions sur les aspects sexospécifiques de la prévention de l'extrémisme violent dans les localités cibles du projet.

### ***Phase III – Formation des bénéficiaires***

Après l'analyse des données collectées ; les consultants les utiliseront pour former les participant(e)s aux aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent dans les localités de **Mani centre, Mani Kossam, Mahada, Guitté, Mitériné.**

### ***Phase IV : Synthèse et recommandations***

Pour cette phase, et au regard des résultats de l'enquête, les consultants sont appelés à élaborer un rapport final en français comprenant les synthèses des données collectées et des recommandations à même de réajuster et réorienter la perception des risques sexospécifiques de l'extrémisme violent.. Ce rapport s'accompagnera d'un résumé exécutif (5 pages maximum en français).

## **5. ORGANISATION DE L'ETUDE ET LIVRABLES ATTENDUS :**

### **a) Organisation de l'étude**

L'étude sera réalisée dans un délai maximal de 1 mois, à partir de juillet 2019. Sous la supervision du Coordonnateur des projets du portefeuille stabilisation, l'équipe de gestion du projet mettra à la disposition des consultants toute la documentation administrative nécessaire avant la mission.

A l'inverse, les consultants sont responsables de bien veiller à remettre au PNUD tous les livrables et documents produits au moins deux (02) jours avant les réunions de validation des résultats de l'étude.

Une version provisoire du rapport final sera communiquée et présentée à l'équipe de gestion du projet pour discussion. Le consultant disposera de 5 jours ouvrés pour intégrer les modifications / compléments éventuels demandés par l'équipe afin de présenter la version finale et revue du rapport.

### **b) Produit de l'étude**

Les consultants devront présenter les rapports suivants, transmis en version dure (format A4) et en version électronique (email, clé USB) en format Word en français, comme l'indique le tableau suivant :

Livrables attendus	Description du livrable	Délais de soumission	Personne responsable
<b>Un rapport Préliminaire</b>	Ce rapport fera une analyse et un commentaire sur la compréhension des TdR de l'étude. Ce rapport sera accompagné des documents suivants: 1) un programme détaillé des tâches, activités et prestations. 2) Proposition des outils de collecte des données et des enquêtes à mener ; 3) Présentation des méthodes et modalités de collecte des données ; 4) Proposition d'un TdR pour un atelier de formation des enquêteurs et le Pré-test des outils de collecte sur le terrain. 5) Proposition d'un TdR pour des ateliers (5) de formation des structures de paix communautaires aux aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent	<b>5 jours de travail effectifs</b> après le début de la mission par les consultants	Les consultants
<b>Un rapport provisoire de l'enquête</b>	Avant de fournir le rapport provisoire, les consultants prépareront une présentation des principaux résultats obtenus sur le terrain. Cette présentation sera faite sur PowerPoint et présentée lors d'un atelier en plénière. Ensuite le consultant intégrera les commentaires recueillis lors de cet atelier pour enrichir son rapport provisoire qu'il soumettra à l'équipe de gestion du projet pour examen.	<b>20 jours de travail effectifs</b> après la collecte et l'analyse des données sur le terrain	Les consultants
<b>Rapport final de l'enquête</b>	Une fois le rapport revu et amendé par l'équipe de gestion du projet, les consultants intégreront les amendements reçus et finaliseront le rapport qu'il soumettront au PNUD pour validation.	<b>5 jours de travail effectifs</b> après avoir reçu les amendements de l'équipe de gestion du projet.	Les consultants

## 6. QUALIFICATIONS REQUISES

Le consultant aura au minimum la combinaison des qualifications (formation et expérience) suivantes :

### 6.1 Formation

- Avoir un niveau de formation universitaire minimal bac +4 en sciences sociales, sciences politiques, sciences et techniques de communication ou disciplines assimilées.

### 6.2 Expériences

Les candidats sélectionnés devront disposer des expériences minimales suivantes :

- Avoir une expertise prouvée dans le domaine du développement durable ou du renforcement de la paix ;
- Avoir 5 ans d'expérience au minimum sur la thématique de genre ;
- Expérience de travail avec les forces de sécurité, le gouvernement, la société civile, les organisations communautaires de base (dont celle des femmes), les ONGs Internationales réputées et les institutions multilatérales ;
- Bonnes capacités analytiques et de solides compétences rédactionnelles ;
- Avoir une expérience prouvée de travail au Tchad en général et, dans les provinces du Lac et de Hadjer Lamis en particulier ;
- Disposer de compétences avérées en matière de gestion des conflits ;

### 6.3 Compétences requises

- Maîtrise de la langue française et/ou anglaise ;
- Connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint etc...) ;
- Connaissance des logiciels d'analyse des données (SPSS, Epi info, CSPRO).
- Avoir une expérience dans les techniques de facilitation et d'animation ;
- Bonne connaissance du domaine de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

## 7. COMPOSITION DE L'OFFRE

Les candidats intéressés devront inclure dans leurs propositions les éléments suivants :

### a) Une offre technique

1. Une note démontrant la bonne compréhension des présents Termes de Référence et une note de présentation de la méthodologie et du chronogramme envisagés pour l'étude ;
2. Le CV du consultant et une présentation de ses/leurs références et expériences professionnelles pertinentes en particulier avec le domaine de l'étude ainsi qu'un minimum des adresses mails et téléphone de 3 (trois) personnes de référence pouvant valablement attester des qualifications du candidat et la disponibilité du consultant(e) à réaliser l'étude pendant les mois de **juillet et août 2019**.

### b) Une offre financière

L'offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total ainsi que l'échéancier de paiement en fonction des livrables mesurables (qualitatifs et quantitatifs) – paiement en tranches ou après accomplissement total de la mission.

Les paiements sont basés sur les produits/livrables spécifiés dans les TDRs.

Pour faciliter la comparaison des offres financières, l'offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (frais de voyage, per-diem, jours de travail, etc.). Les perdiems ne sont versées que lors de déplacements en dehors de la localité de résidence.

Exemple de présentation de l'offre financière :

Désignation	Taux	Nombre/Quantité	Montant
Honoraires			
Perdiem			
Frais de communication			
Autre frais s'il y a (à préciser)			

Dans le cadre de la réalisation des missions attendues aux termes des présents TDR, les seules facilités que le PNUD pourra accorder aux consultants seront l'usage de ses locaux. Tous les autres frais, y compris ceux de transport en ville, et, le cas échéant sur le terrain, seront à la charge du consultant et devront faire partie de ses coûts.

***Les offres incomplètes seront rejetées.***

## 8. PROCEDURE D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les offres financières seront ouvertes et comparées. Le marché ou le contrat sera attribué au consultant techniquement qualifié ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%). Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30.

### Grille de notation de l'offre technique

Critère d'évaluation		Total des points (100 pts)
No.	Intitulé	
1.	<p><b>Niveau de formation académique minimale</b></p> <p>Le/la candidat (e) est titulaire d'un BAC + 4 ou plus en sciences sociales, développement durable, Science de la communication, ou autres diplômes similaires ;</p>	<b>10 pts</b>

2.	<p><b>Expériences et compétences</b></p> <p>Le/la candidat (e) dispose d'une expérience prouvée dans la conduite concluante des enquêtes de perception et dans la formation sur les risques sexo-spécifiques dans un contexte de construction et de consolidation de la paix (15 points)</p> <p>Le/la candidate dispose d'une expérience concluante minimale de 4 ans dans la réalisation des études des sociétés en situation de conflits civilo – militaires ou en situation de post conflits civilo-militaires, les questions de genre et la consolidation de la paix, la conduite des évaluations des situations humanitaires soit en équipe ou individuellement (10 points)</p> <p>Le/la candidate dispose d'une expérience de travail avec les forces de sécurité, le gouvernement, la société civile, les ONGs Internationales réputées et les institutions multilatérales, les organisations communautaires de base, dont celles des femmes.(10 points) ;</p> <p>Expertise dans l'utilisation des logiciels de réalisation des enquêtes (10 points)</p> <p>Compétences dans l'utilisation des logiciels de bureautique (Word, Excel, Powerpoint) (5 points)</p>	<b>50</b>
3.	<p>La méthodologie proposée par le/la candidate est pertinente, du point de vue des approches et outils à mettre en oeuvre, des parties contextuellement considérées (10 points).</p> <p>La méthodologie s'articule de façon cohérente avec le chronogramme, l'ensemble étant cohérent avec les résultats attendus de l'étude (10 points).</p>	<b>20</b>
4.	Bonne connaissance des provinces couvertures par l'étude	<b>10</b>
5.	<p>Le/la candidat a d'excellentes capacités rédactionnelles et de présentation des facilitations (la répartition des points ci-dessous est exclusive donc non inclusive comme c'est le cas pour les critères 1 à 4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en Français (5 points)</li> <li>- en Français et en Arabe local tchadien (7,5 points) ;</li> <li>- En Français, en Arabe local tchadien et en Anglais (10 points)</li> </ul>	<b>10</b>

**Calendrier de réalisation des livrables et de leurs paiements**  
(en lien avec le chronogramme de la mission)

<b>Livrables</b>	<b>Echéance de réalisation</b> (en jours à compter de la date de démarrage de la mission)	<b>Paiements dus</b>
Paiements à la signature (sans livrable)		
Rapport de démarrage		
Rapport intermédiaire		
Rapport final		